

L'ASSE BLÉE

printemps 2021

Assemblée du 8 avril 2021 – motion « action »

*Une année de crises qui n'en finissent pas d'impacter la société et nos métiers...
Une nécessité : continuer d'agir ensemble !*

Tout d'abord, l'année écoulée a été évidemment marquée par la crise sanitaire de la COVID 19. Les variants du virus nous laissent dans l'incertitude sur les issues et les délais de résolution de cette crise. Quoiqu'il en soit, après le scandale des masques, l'absence de mise en œuvre de réelles politiques de prévention (à l'image du défaut de mesures en matière de traitement de l'air), l'accès aux tests erratiques dans la FP, l'absence de possibilité concrète de vaccination aux agents en première ligne, l'absence de moyens supplémentaires dans l'enseignement si ce ne sont des HSE COVID sans aucune programmation efficiente, de même pour les aides aux EPL/exploitations dans la difficulté, ne permettent pas d'en minimiser les effets. De la même façon dans l'EAP, le refus persistant de travailler à l'aménagement des épreuves terminales comme des programmes, la quasi absence de matériel dédié et de formation spécifique des enseignants pour faire face au maintien du lien à distance avec les élèves ne sont là encore pas à la hauteur des mesures qu'il aurait été nécessaire de prendre pour affronter la pandémie en cours. Résultat un an après le début de la crise de cette « politique du pari » d'un président omniscient et qui décide de tout et quasi seul au mépris des institutions : près de 100 000 décès et une totale absence d'anticipation d'un 3ème confinement qui ne dit pas son nom.

Cette année aura également été marquée par des crises terroriste et sécuritaire. Après l'attentat à l'encontre de notre collègue Samuel Paty, les réponses à chaud ont été sinon inadaptées, en tout cas assurément en deçà de ce qu'elles auraient dû être. La loi sur la sécurité globale ensuite, qui ne fait qu'attiser les tensions au lieu de chercher à soigner les origines de cette crise, est attentatoire aux libertés individuelles et ne propose pas de moyens à la hauteur des enjeux. Un aspect symptomatique de cette gestion dans le domaine éducatif qui est le nôtre est à souligner : la prise en compte dans les programmes scolaires de la laïcité comme de la philosophie n'est absolument pas au niveau ni des défis à relever ni des attentes du corps enseignant. Et non il n'est pas urgent d'attendre !

Pour finir, l'année en cours doit affronter des crises économique, sociale et environnementale. Cette dernière est pourtant à l'origine de la pandémie ! Ses impacts économiques ne doivent pas être minimisés et laissent craindre des dizaines de milliers d'emplois supprimés dans le privé (nombreuses fermetures d'entreprises, avec un assurance chômage laminée et pour beaucoup de PME un endettement abyssale). On estime à plus d'un million, les personnes qui seront contraintes d'avoir recours aux banques alimentaires dans l'année à venir, en plus des 8 millions qui en ont déjà besoin, sans forcément arriver à y avoir accès. Elle aura également mis à mal un lien social en perdition pour faire face à une sécurité sanitaire nécessaire, des repères qui éclatent dans

l'organisation du travail (télétravail ou travail à distance avec un collectif difficile à maintenir dans ce cadre). Pour ce qui concerne notre ministère et globalement la FP, la baisse de moyens et donc les suppressions de postes qui en découlent sont à rebours des mesures qu'il faudrait mettre en œuvre pour garantir leur rôle d'amortisseur, tout particulièrement en situation de crise, adossé à un réel État social. Plus encore aujourd'hui qu'hier le SP doit être conforté et demeurer le socle d'organisation de notre société. Il y aura bien un avant et un après, mais pas pour ce gouvernement qui « quoi qu'il en coûte » garde son cap libéral, quitte à fracturer encore davantage notre corps social et à ajouter d'autres crises à venir à celles déjà en cours. Au contraire, un plan pour les services publics comme pour la jeunesse doivent être urgemment mis en œuvre.

Pour ce qui concerne plus particulièrement l'EAP, force est de constater que les ministres de l'agriculture successifs brillent par leur absence, pointée cette année jusqu'au Parlement dans le cadre des derniers débats budgétaires ! Ainsi, en décalage total avec quelques déclarations réitérées sur « le joyau », « le trésor », « la pépite » que constitue l'EA, les faits sont là : la trajectoire des 300 postes supprimés entre 2019 et 2022 est maintenue, avec ses effets délétères et allant s'aggravant sur nos établissements, les conditions d'apprentissage de nos élèves et nos conditions de travail. Il est ainsi plus que jamais nécessaire d'agir pour la rectifier, afin de ne pas fragiliser, voire effondrer tout ou partie de nos établissements et de pouvoir faire face aux enjeux environnementaux et sociaux auxquels ce service public d'enseignement doit répondre. La crise COVID ayant impacté les apprentissages tout comme les crises sociétales et environnementales doivent conduire l'EAP à prendre toute la place qui lui revient pour en réduire de façon urgente les effets, nécessitant encore de renforcer l'éducation à la citoyenneté et aux enjeux écologiques.

Face à ces constats, le SNETAP se doit d'être au RdV, de construire les mobilisations nécessaires et se mandate en ce sens pour :

- **poursuivre résolument, aux côtés de sa fédération la FSU, des autres organisations syndicales de lutte et de transformation sociale, et de toutes les forces progressistes et humanistes qui le souhaitent la construction d'un futur internationalement écologique, féministe, juste et social**, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral – dans le cadre du Collectif « Plus jamais ça » et ses collectifs locaux, ou encore en appelant le 15 mai prochain à rejoindre la Marche mondiale contre Monsanto-Bayer et l'agro-chimie.

- **prendre toute sa part dans les nécessaires actions engagées dans le champ de l'Éducation, de la FP comme au niveau interprofessionnel**, afin que la démocratie sociale ne soit pas réduite au silence et que d'autres choix soient faits ;

- **déposer un préavis de grève national à compter du 26 avril et jusqu'au 13 juillet prochain, pour permettre aux personnels de l'EAP de disposer de tous les moyens d'agir**, afin :

- d'une part que de vraies réponses soient enfin apportées pour accompagner nos élèves, étudiants, apprentis et stagiaires alors que la période d'examen est à présent ouverte et en regard du préjudice éducatif généré par la crise sanitaire ;
- et d'autre part qu'un collectif budgétaire vienne corriger des conditions de rentrée qui ne sont ni acceptables, ni durables pour nos EPLEFPA... dont l'avenir ne saurait rimer avec fermetures, gels ou regroupements de classes, fermetures ou fusions d'établissements, suppressions d'emplois et manque chronique de DGH !

- **amplifier encore la campagne d'opinion lancée par le CDDEAP en faveur de ce formidable outil public de formation qui est le nôtre**, avec l'élaboration d'un manifeste pour l'EAP qui sera soumis aux candidats à la Présidentielle de 2022.

Votée à l'unanimité des délégué.es présents, le 8 avril 2021